



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Var

Dossier suivi par : Melanie D'ORIANO

Objet : demande de permis de construire

MAIRIE DE DRAGUIGNAN
Service de l'Urbanisme
Centre J. Collomp - Place Cassin
83300 DRAGUIGNAN

A Toulon, le 29/04/2022

numéro : pc05022K0034

demandeur :

adresse du projet : 15 RUE DES ALLEES D'AZEMAR 83300 DRAGUIGNAN

SAIEM DE DRAGUIGNAN
M. COHEN JEAN-MICHEL
247 AV J AICARD
83300 DRAGUIGNAN

nature du projet : Extension et/ou surélévation bureaux

déposé en mairie le : 31/03/2022

reçu au service le : 07/04/2022

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques - CHAPELLE ST SAUVEUR, monument historique - MAISON DE LA REINE JEANNE, monument historique - TOUR DE L'HORLOGE, monument historique - 2 MAISONS MEDIEVALES, monument historique

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, est de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur du ou des monuments historiques ou des abords. Il peut cependant y être remédié. **L'architecte des Bâtiments de France donne par conséquent son accord assorti de prescriptions.** Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Prescriptions motivées (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

(1) La demande concerne la réhabilitation complète d'un immeuble situé sur une place majeure du centre ancien de Draguignan et aux abords de plusieurs édifices protégés au titre des monuments historiques.

Le descriptif des travaux envisagés est acceptable (badigeon de chaux coloré, menuiseries bois...) et prévoit de conserver ou restituer les dispositions d'origine.

Il convient toutefois de respecter les prescriptions suivantes :

- les enduits, ferronneries et décors sont à conserver et à restaurer,
- l'ensemble des teintes du projet doit être choisi dans le nuancier communal, les teintes de façade sont à choisir avec deux teintes en ton sur ton, exclure la teinte différenciée du dernier étage, prévoir des essais de teintes in situ avant réalisation,
- le soubassement est à conserver en pierre de taille selon les dispositions d'origine, exclure tout plaquage pierre,
- remplacer l'enseigne au-dessus de la porte d'entrée inadaptée à la composition de façade par une plaque métallique ou transparente de dimensions modestes, selon les dispositions traditionnelles des plaques professionnelles,
- traiter l'encadrement du passage à l'identique des encadrements et profils autour des fenêtres et supprimer la clé projetée de manière à simplifier le motif à créer.

(2) Rappel : les enseignes sont soumises à autorisation préalable.

L'architecte des Bâtiments de France



Sandra JOIGNEAU

Copie est adressée au demandeur afin de l'informer qu'il ne pourra pas se prévaloir d'un permis tacite à l'issue du délai d'instruction en application de l'article R.424-4 du code de l'urbanisme.

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.